



CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'OPIMUM
Point 6 de l'ordre du jour

EXAMEN DU PROJET DE PROTOCOLE VISANT A REGLEMENTER LA PRODUCTION,
LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIMUM
(E/2186, annexe)

PROJET D'ACTE FINAL
DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR L'OPIMUM

La Conférence des Nations Unies sur l'opium a été convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies conformément à la résolution du Conseil économique et social des Nations Unies 436 (XIV) A en date du 27 mai 1952.

En vertu de cette résolution, ont été invités les Etats Membres des Nations Unies et les Etats non membres qui sont parties aux instruments internationaux relatifs aux stupéfiants. Ont été également invités, avec les droits et privilèges dont^{ils} jouissent aux séances du Conseil économique et social, les représentants des institutions spécialisées et du Comité central permanent et de l'Organe de contrôle.

La Conférence s'est tenue au siège des Nations Unies à New-York du 11 mai au juin 1953.

Les Gouvernements des Etats ci-après étaient représentés à la Conférence par les délégations :

(Liste des Etats représentés à la Conférence.)

Les Gouvernements des Etats suivants étaient représentés à la Conférence par des observateurs :

(Liste des Etats représentés par des observateurs)

Ont pris part aux travaux de la Conférence les représentants des Organisations et Institutions spécialisées ci-après :

Comité central permanent :	M. Herbert L. May, Président du Comité central permanent de l'Opium.
Organe de contrôle :	Col. C.H.L. Sharman, Vice-Président de l'Organe de contrôle.
Organisation mondiale de la Santé :	M. S. Ingalls, fonctionnaire de liaison, Mme S. Meagher, fonctionnaire de liaison.

Conformément aux dispositions des articles 46 et 47 du Règlement intérieur adopté par la Conférence, les observateurs et les représentants des Organisations et Institutions spécialisées ont pris part aux travaux de la Conférence sans droit de vote mais avec la faculté de présenter des propositions pouvant être mises aux voix à la demande d'une délégation participant à la Conférence.

La Conférence a élu comme Président Monsieur Auguste Lindt, Observateur de la Suisse auprès des Nations Unies, et comme Vice-présidents :

(Noms et titres des 6 vice-présidents)

La Conférence a créé un Comité des travaux comprenant le Président et les Vice-présidents de la Conférence. Les Présidents des commissions constituées par la Conférence, qui ne figuraient pas parmi les sept membres du Bureau mentionnés ci-dessus, furent invités à participer aux débats du Comité des travaux sans droit de vote.

La Conférence a créé une Commission principale composée des représentants de tous les Etats participant à la Conférence qui a élu comme Président M. Charles Vaillé, représentant de la France, et, comme Vice-présidents, le Dr. Hsia, représentant de la Chine, et le Dr. Cemalettin Or, représentant de la Turquie. La Conférence a créé, en outre, un Comité de rédaction qui a élu comme Président M. Dragan Nikolic, représentant de la Yougoslavie et comme Vice-président M. Robert E. Curran, représentant du Canada, ainsi qu'une Commission de vérification des pouvoirs qui a élu comme Président M. Luciano Joubanc-Rivas, représentant du Mexique.

La Conférence a pris comme base de discussion le texte du Protocole établi par le Secrétaire général conformément aux principes adoptés par la Commission des stupéfiants lors de sa sixième session tenue du 10 avril au 24 mai 1951.

La Conférence a adopté et ouvert à la signature le Protocole (titre du Protocole) annexé au présent Acte final; la Conférence a aussi adopté les résolutions également annexées au présent Acte final.

En foi de quoi, les représentants et observateurs soussignés ont apposé leur signature sur le présent Acte final.

Fait à New-York, le juin, mil neuf cent cinquante-trois, en un seul exemplaire en anglais, chinois, espagnol, français et russe, chaque texte faisant également foi. Le présent Acte final et le Protocole y annexé seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en adressera des copies certifiées conformes aux Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres.
